

# Le pouvoir aux travailleurs

16 Janvier 2016

N° 218

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL :</u>	
- 2016 : VIVE L'UNION DANS LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !.....	3
- L'ÉCOLE OBLIGATOIRE POUR TOUS : DES PROMESSES AUX ACTES, IL Y A UN GOUFFRE .....	4
- UN RAPPORT ACCABALANT SUR LA SITUATION SANITAIRE DU PAYS .....	4 - 5
- RAMASSAGE DES ORDURES MÉNAGÈRES : QUAND L'ÉTAT EST RATTRAPÉ PAR LA RÉALITÉ .....	5
- UN CAPITALISTE QUI VEUT PASSER POUR UN BIENFAITEUR DE L'HUMANITÉ .....	6 - 7
- NOUVEAU BARÈME DES SALAIRES LES AUTORITÉS SE MOQUENT DES TRAVAILLEURS .....	10
- ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LES PATRONS DOIVENT INSTALLER DES CANTINES DANS LES ENTREPRISES !.....	10 - 11
- USINES CLANDESTINES : AVEC LA COMPLICITÉ DES AUTORITÉS !.....	11 - 12
- TRAVAILLEURS DES USINES ET DU BÂTIMENT, MÊME COMBAT ! .....	12 - 13
- LES TRAVAILLEURS DE FRANZETTI EN LUTTE POUR L'APPLICATION DU BARÈME DU BTP .....	13 - 14
- IL Y A 30 ANS ÉCLATAIT LA « GUERRE DE NOËL » ENTRE LE MALI ET LE BURKINA FASO, POUR UN BOUT DE TERRITOIRE ....	16 - 17



2016 : VIVE L'UNION DANS LA LUTTE DE TOUS LES TRAVAILLEURS !
--

Comme à chaque fin d'année, patronat et gouvernement nous ont encore une fois gratifié de belles paroles.

Aux dires de Ouattara, les choses sont au beau fixe car pour les riches les affaires vont bien et leurs perspectives pour les années à venir aussi. Là où il raconte des histoires, c'est quand il dit que même la pauvreté serait « *en net recul* », car un mensonge même repris mille et mille fois ne devient pas nécessairement vérité ! D'autant moins quand le gouvernement lui-même détruit les quartiers pauvres et chasse leurs habitants comme des pestiférés, pour satisfaire l'appétit grandissant des riches promoteurs immobiliers; quand il réduit de plus en plus les travailleurs en journaliers à vie, pour permettre aux riches de mieux les exploiter.

Aujourd'hui, les travailleurs et leurs familles se nourrissent de plus en plus mal à cause de la cherté de la vie. Les moyens de se soigner et d'éduquer leurs enfants se réduisent de plus en plus. Alors, dans ces conditions, la pauvreté ne peut pas reculer mais bien au contraire s'aggraver. A l'inverse, les affaires des capitalistes se portent bien.

Dans leurs discours de fin d'année, les capitalistes n'ont fait qu'imiter Ouattara dans le mensonge. Pour endormir les travailleurs, ils ont dit que leurs entreprises doivent être toujours un peu plus « *compétitives* » pour « *affronter le marché mondial* ». Et lorsqu'ils disent que leur premier objectif serait de permettre à leurs salariés de toucher leur salaire à la fin de chaque mois, de préserver l'emploi des travailleurs et d'assurer leur bien-être, ils mentent comme des arracheurs de dents !

D'ailleurs, dès le lendemain, certains de ces mêmes patrons ont supprimé des postes pour faire travailler toujours plus ceux qui restent, pour en tirer toujours plus de profit. Ils ont jeté les anciens à la porte, à commencer par ceux dont ils ont usé la santé après des années d'exploitation, et du travail desquels ils se sont bien enrichis. Leur patron les a ainsi envoyés à l'abattoir ! Toutes ces injustices-là font partie de la logique du système capitaliste, un système barbare et inhumain.

Ce qui importe au capitaliste, c'est de trouver un autre travailleur plus vigoureux pour le remplacer, et si possible, toujours à un plus bas prix ! C'est ce que les Ouattara, les Billon et autre Bolloré appellent la recherche de la « *compétitivité* ».

Le seul frein à cette exploitation, c'est la capacité des travailleurs à s'y opposer par leur lutte collective. Alors, souhaitons que cette nouvelle année soit celle de la montée des luttes des travailleurs pour la défense de leurs intérêts communs.

# L E U R S O C I E T E

## L'ÉCOLE OBLIGATOIRE POUR TOUS : DES PROMESSES AUX ACTES, IL Y A UN GOUFFRE

En début d'année, le Président a rendu obligatoire l'école pour tous les enfants en âge d'aller à l'école. Il y a même eu une vaste campagne publicitaire autour de ça. Il a parlé de mettre à disposition des fonds. Dernièrement, il a payé pour faire son éloge dans un magazine africain très connu, Jeune Afrique, où il est dit que 30 000 enseignants ont été formés ces quatre dernières années. Ce sont ainsi des centaines d'écoles qui auraient été bâties. A en croire ce magazine qui a relaté les propos mensongers de Ouattara, tout serait rose dans l'école ivoirienne

Il y a pourtant un mois, un documentaire a été réalisé à la télévision nationale sur les conditions d'enseignement dans des localités. Dans certaines, c'est une salle de classe sommaire, souvent faite de bois ou de feuilles de palmier, quand ce n'est pas carrément à l'air libre.

Dans d'autres, c'est l'instituteur bénévole qui n'a pas de formation adéquate qui essaie tant bien que mal d'apporter un peu d'enseignement aux

enfants du village. Là où il y a un instituteur diplômé, il se retrouve avec deux ou trois classes à enseigner. Ça, ce sont pour les petites classes !

Pour le secondaire, l'Etat a décidé d'orienter les élèves massivement en abaissant la moyenne des notes d'orientation sans construire de nouvelles salles de classe. Même dans des lycées qui sont quand même reconnus, les effectifs des classes d'examen tournent autour de 80 élèves au premier cycle. Ceux qui sont en 6<sup>ème</sup>, sont autour de 100 élèves. Beaucoup de salles de TD pour sciences physiques et sciences de la vie et de la terre ne sont pas équipées ; quand ce ne sont pas les professeurs qui manquent encore dans certaines matières, près de 3 mois après la rentrée scolaire. Les expériences chimiques étaient rares il y a 10 ans, aujourd'hui, certains élèves n'en ont jamais connues.

Les effets d'annonce et les promesses de campagne, c'est bien beau. La réalité est toute autre !

## UN RAPPORT ACCABALANT SUR LA SITUATION SANITAIRE DU PAYS

Dans un récent rapport, le « *Fonds des Nations Unies pour la Population* » a parlé de la situation des femmes enceintes en Côte d'Ivoire. Ainsi, on apprend que « *16 femmes meurent chaque jour* » dans ce pays,

suite à des complications liées à la grossesse. A ce chiffre quotidien de décès s'ajoute aussi le cas de 20 autres femmes qui souffrent de « *blessures* » ou « *d'invalidité qui peuvent perdurer toute leur vie* ».

## L E U R S O C I E T E

Ces chiffres sont certainement en deçà de la réalité car de nombreuses femmes accouchent encore dans les villages en dehors des centres de soins et où il est difficile de comptabiliser les décès. Néanmoins ils donnent un petit éclairage sur la sombre réalité sanitaire du pays.

Selon les autorités de ce pays, nous vivons dans le meilleur des mondes. C'est d'ailleurs certainement

vrai pour les riches, les capitalistes et les hauts dirigeants politiques de ce pays, au pouvoir ou dans l'opposition. Eux, ils ont les moyens d'envoyer leurs femmes pour accoucher et se soigner en Europe ou aux Etats-Unis.

Ces gens-là ne sont donc pas concernés par le rapport de l'ONU. Pour eux, tout va bien ... jusqu'à ce qu'ils soient balayés par une colère populaire.

### RAMASSAGE DES ORDURES MÉNAGÈRES : QUAND L'ÉTAT EST RATRAPÉ PAR LA RÉALITÉ

Les patrons regroupés dans l'Association interprofessionnelle des opérateurs de la filière déchets solides réclament à l'Etat la somme de 20 milliards de francs cfa au titre de paiement des arriérés de 14 mois.

Cela est bien en contradiction avec tout le rabâchage à longueur de journée que les autorités gouvernementales nous servent. Récemment encore, il était question de relever le budget d'enlèvement des ordures ménagères de 16 milliards à 30 milliards de francs CFA. Ce qui veut dire que même si ces sommes étaient reversées aux opérateurs, il en faudrait plus pour faire d'Abidjan la ville propre tant vantée. Mais l'impression c'est que le peu qui devrait servir à faire le travail n'arrive pas à destination.

Qu'en est-il des travailleurs de ce secteur ? Les patrons ont beau se plaindre de l'Etat, ils mettent les travailleurs dans une très grande

précarité. Dans les rues d'Abidjan, il est de notoriété publique que les balayeurs mendient pour arrondir leur mensualité. Leurs conditions de travail sont scandaleuses. Sans aucune protection, elles sont obligées de travailler en permanence au contact des ordures avec tous les risques que cela comporte. De plus, les salaires bien que très insuffisants, sont irréguliers.

Si les autorités publiques étaient aussi soucieuses de la propreté de la ville qu'elles le proclament, elles devraient prendre en charge directement ce secteur au lieu de le laisser entre les mains des concessionnaires privés dont le seul objectif est de faire des profits. Elles devraient en même temps améliorer considérablement les conditions de travail et les salaires des travailleurs de ce secteur vital pour l'ensemble des habitants.

# L E U R S O C I E T E

## UN CAPITALISTE QUI VEUT PASSER POUR UN BIENFAITEUR DE L'HUMANITÉ

Dans le journal Fraternité-matin du 28 décembre, il y a un « *appel à candidature* » pour une « *organisation à but non lucratif* ». Il s'agit, lisons-nous, « *d'une agence œuvrant à l'amélioration de la qualité de la vie et à la création d'opportunités pour les populations dans certaines régions du monde en développement. Elle opère dans le développement social afin de trouver des solutions durables aux problèmes vitaux comme la pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la maladie* ».

Après lecture d'une telle annonce, on a envie de dire que dans cette société capitaliste qui est cruelle pour les travailleurs, il y a tout de même quelques rares fois des petites choses qui font chaud au cœur. Mais quelle grosse erreur, que de le penser !

En effet, il s'agit en fait d'une annonce de la Fondation Aga Khan (AKF). C'est ce même capitaliste qui est aussi propriétaire de Filtisac et Ivoire Coton.

Or, Filtisac vient de supprimer de nombreux postes de travail dans son usine de confection de sacs de jute pour le café-cacao. Il s'avère que ce capitaliste gagne en ce moment plus d'argent en faisant venir du fil de

jute prêt à l'emploi, au lieu de le tisser sur place comme par le passé. Du coup, les travailleurs qui faisaient ce travail sont passés à la trappe.

Ce patron a ainsi jeté dehors d'anciens travailleurs, à qui il avait décerné une « *médaille* » il y a quelques temps. Ils ont été exploités durant des années, leur santé a été fragilisée par les mauvaises conditions de travail ainsi que par la pollution qu'ils ont respiré durant toutes ces années dans cette usine. Les autres anciens travailleurs qu'il n'a pas encore renvoyés, il les a déplacés à d'autres postes. Il leur a laissé seulement un délai de trois mois pour s'adapter, au bout duquel, ils ont obligation de produire autant que ceux qui sont habitués à travailler à ces postes, au risque d'être aussi renvoyés comme des malpropres ! Or, ceux qui font ce travail savent qu'il faut un an d'adaptation pour produire la quantité qui leur est exigée. En fait, l'objectif de ce patron, c'est de mettre tous les embauchés et les malades à la porte, les uns après les autres, pour n'utiliser ensuite que des journaliers qu'il peut exploiter et jeter dehors à sa guise, en leur payant un salaire de misère.

## L E U R S O C I E T E

Dans la seconde société appartenant à ce capitaliste, Ivoire Coton, les choses ne sont pas meilleures pour les travailleurs. A l'origine, c'était une société d'Etat florissante qui s'appelait CIDT, avec plusieurs usines réparties au Nord du pays. La CIDT a été démembrée en plusieurs bouts par l'Etat pour être cédée à des capitalistes. C'est ainsi que certaines d'entre elles, avec un effectif d'environ 1300 travailleurs, ont été vendues à vil prix à Aga Khan. Sur le papier, il avait obligation de maintenir ses effectifs.

Il s'avère que l'activité cotonnière est saisonnière et dure environ 5 mois dans l'année. Alors, en bon capitaliste, dès la première occasion venue, sous prétexte de crise en Côte d'Ivoire, alors que cette crise n'avait nullement perturbé l'activité de ses usines, ce dernier a jeté plus de

900 travailleurs à la porte... pour les réembaucher aussitôt en tant que travailleurs journaliers. Par ce tour de passe-passe, voilà comment ces mêmes travailleurs de la CIDT continuent à occuper les mêmes postes, à la différence qu'ils ne perçoivent plus que 5 mois de salaires contre 12 mois (plus quelques « *avantages* ») auparavant. Autant dire que les profits n'ont jamais été aussi juteux pour ce capitaliste fortuné, d'autant plus que la production cotonnière en Côte d'Ivoire est en constante hausse.

Alors, contrairement à ce qui est écrit dans le quotidien national, le but de ce monsieur est tout sauf « *non lucratif* », tout sauf « *trouver des solutions durables aux problèmes vitaux comme la pauvreté, la faim, l'analphabétisme, la maladie* ».

## LES PETITES VENDEUSES DES MARCHÉS DE BOUAKÉ DÉFENDENT LEUR GAGNE-PAIN

Le 13 janvier, les femmes des marchés de Bouaké (quartiers N'gattakro, Air-France et Ahougnanssou) sont descendues dans la rue pour exprimer leur mécontentement contre des autorités municipales qui envisagent de raser leur lieu de commerce. Elles ont bloqué une des voies principales avec des tables, des bois et de la tôle. On pouvait lire sur leur pancarte : « *Ne touches pas à mon marché* », « *On n'a pas 500.000 Fr* », ou encore « *On ne bougera pas aujourd'hui, ni demain* ».

Ce qui se passe avec les petites vendeuses de Bouaké s'est répété bien des fois à travers le pays. Pour les autorités municipales, la construction de nouveaux marchés est une opération bien lucrative. En plus des surfacturations qu'elles peuvent faire lors de la conduite des travaux, elles vendent les étals et autres emplacements à prix d'or. Pour de petites vendeuses, il est exigé des centaines de milliers de francs. Ce qui est hors de portée de la plupart d'entre elles.

## L E U R S O C I E T E

Toutes ces femmes avec de petits moyens sont bien obligées d'occuper les trottoirs pour tenir leur petit commerce qui pour beaucoup est essentiel dans le soutien à leur famille.

Les femmes des marchés de Bouaké ont donc mille fois raison de se mobiliser pour défendre leur gagne-pain.

### DÉGUERPISSEMENT AU MARCHÉ DE YOPOUGON-NOUVEAU GOUDRON : UNE ATTAQUE CONTRE LES PAUVRES

La semaine dernière, les autorités ont procédé à un déguerpissement manu-militari des petits vendeurs et vendeuses installés aux abords des trottoirs à Yopougon-nouveau goudron. Le prétexte avancé est l'exposition aux risques d'accidents de ces petits commerçants et l'agrandissement de la route. Si ces autorités étaient un tout petit peu soucieuses du sort des pauvres, elles auraient trouvé un nouveau site où ces petits vendeurs pourraient continuer à exercer leurs activités. C'est largement dans leurs possibilités mais loin de leurs préoccupations.

L'amplification du nombre de commerçants de rue va de paire avec la généralisation de la pauvreté et le chômage grandissant dans les classes populaires. Les salaires des travailleurs sont tellement bas qu'ils n'arrivent plus à couvrir les besoins de leurs familles. Résultat, les femmes et souvent les enfants sont réduits à vendre sur les trottoirs de petites choses pour avoir un peu d'argent.

Et ces autorités sont bien conscientes de cette réalité que vivent les populations pauvres. Mais, leurs priorités sont ailleurs, elles sont occupées à servir et à servir la soupe aux riches.

### ABOBO DERRIERE-RAILS : LE PROBLÈME D'EAU POTABLE PERSISTE MALGRÉ LA PUBLICITÉ DU GOUVERNEMENT

Les habitants du quartier Derrière-rails sont toujours confrontés à un problème d'approvisionnement en eau potable. Dans ce quartier, il n'y a que quelques points d'eau qui fonctionnent. Ils sont situés à des centaines de mètres, voire à plus d'un kilomètre de certaines habitations. Pour recueillir l'eau on se sert

d'anciens bidons d'huiles de 25L. Une fois sur le point d'eau, il faut faire la queue. Dans le meilleur des cas, il faut attendre 30 min. Lorsque le débit d'eau est faible, l'attente peut se prolonger jusqu'à 2h. Une fois, les bidons remplis, les problèmes ne sont pas terminés pour autant, car il faut les transporter jusque chez soi.

# L E U R S O C I E T E

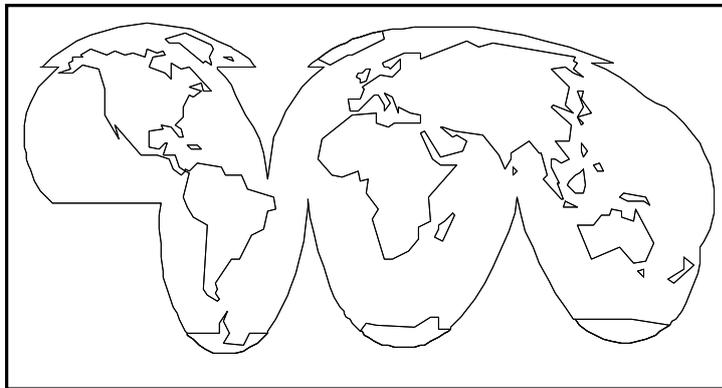
Et là c'est encore une autre paire de manches. Certains les transportent sur la tête comme à la campagne, d'autres utilisent des brouettes quand ils ont la chance d'en avoir ; d'autres encore font recours à des pousse-pousse. Dans ce cas-là le prix du bidon qui est à 25 Fr leur revient à 125 Fr en incluant le transport. Autrement dit, il faut payer 1000 fr au moins pour remplir une barrique de 200 litres. La SODECI qui est la société de distribution d'eau potable facture le mètre cube d'eau à 250 Fr, et ces populations pauvres sont obligées de payer ce même volume à hauteur de 5000 Fr. C'est un

vrai scandale. Certaines familles dépensent jusqu'à 30.000 Fr par mois, rien que pour l'eau.

Dans ce quartier, même ceux qui ont des compteurs d'eau chez eux ont des difficultés pour avoir cette denrée rare.

Et pourtant nous sommes dans un pays forestier où la pluviométrie est bonne. La pénurie d'eau ne s'explique que par l'incapacité du gouvernement à s'occuper de ce service minimum. Il doit investir là où il faut et faire réparer ce qui est à réparer pour que les gens puissent avoir de l'eau potable chez eux.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### NOUVEAU BARÈME DES SALAIRES : LES AUTORITÉS SE MOQUENT DES TRAVAILLEURS

---

Le ministre de l'Emploi a signé le 30 décembre dernier l'arrêté concernant la revalorisation des salaires dans le secteur privé. Cette augmentation qui concerne 26 secteurs d'activités est répartie de la manière suivante : « *11% banque et l'assurance, 8% pour le secteur agricole, forestier et l'élevage, 8,17% pour les entreprises pétrolières de distribution, 9% pour le commerce et la distribution, 8% pour l'industrie textile, etc* ».

Non seulement ces augmentations sont dérisoires par rapport au coût de la vie, mais ce

Ministre a attendu un an pour signer cet arrêté. Cette attitude montre à quel point les gouvernants se fichent de la situation des travailleurs.

Dans ce pays, les salaires sont restés bloqués plus de 20 ans et pendant ce temps, les prix des biens de consommation ont flambé. C'est dire combien, même ces augmentations sont dérisoires et souvent même pas appliquées par le patronat.

Il appartient aux travailleurs de s'organiser pour exiger des augmentations conséquentes au patronat et au gouvernement.

---

### ZONE INDUSTRIELLE DE YOPOUGON : LES PATRONS DOIVENT INSTALLER DES CANTINES DANS LES ENTREPRISES !

---

Avec les travaux de réfection de la voirie dans la zone industrielle, plusieurs des baraques de fortune servant de réfectoire aux travailleurs ont été détruits par les autorités. Résultat, pour se restaurer, c'est tout un tas de problème pour les travailleurs, vu que la plupart des usines dans cette zone ne disposent pas de cantine interne.

À midi, les travailleurs mangent dans un nuage de poussière occasionné par les machines qui travaillent. Cette situation comporte d'énormes risques de maladie. Les

tables sont installées directement au soleil. Certains sont obligés de manger debout car il n'y a pas suffisamment de places. C'est dans ces conditions qui rappelle un autre âge que les travailleurs sont obligés de se nourrir avec tous les risques que cela comporte.

Et pourtant, ça ne coûterait pas grand-chose à ces patrons qui les exploitent, de mettre des cantines à la disposition des travailleurs afin qu'ils puissent manger en toute sécurité et où l'hygiène est respectée.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Mais aux yeux de ces exploiters dépourvus de scrupule, les travailleurs sont des moins que rien, ils sont tout juste bons à suer du profit qu'ils se contentent d'empocher.

Même pour des choses aussi élémentaires, les patrons attendent toujours le coup de colère des travailleurs. Si c'est cela qu'ils veulent, ils finiront par l'avoir.

---

### UTEXI : ATTENTION À LA COLÈRE DES LAISSÉS-POUR-COMPTÉ !

---

Les travailleurs de cette usine textile située à Dimbokro sont en lutte ouverte depuis le 18 décembre. Ils réclament un meilleur traitement de salaire.

subventions de l'Etat, il dit ne pouvoir rien faire de plus pour les travailleurs. Ce qui veut dire qu'en plus d'exploiter les travailleurs, ce patron recevait même de l'argent des caisses de l'Etat.

Leur porte-parole rapporte qu'ils ne touchent que le Smig voire, pour certains d'entre eux, en dessous du salaire minimum.

Comment s'en étonner, quand on sait que le rachat de cette usine en 2012 par ce monsieur ressemble bien à une affaire politico-mafieuse où s'entremêlent les intérêts des hommes politiques de l'ex-rébellion et des hommes de la finance. Ce même groupe d'individus a multiplié le rachat de plusieurs grosses entreprises dans la même période, dont Utexi à Dimbokro, Cotivo à Agboville et Trituraf à Bouaké.

La direction refuse de les recevoir. Tout juste vers la fin décembre 2015, le PDG de cette entreprise les a carrément « vidés » de l'usine.

Fort du soutien des autorités en place, les actionnaires d'Utexi se comportent comme des bandits face aux revendications légitimes des travailleurs.

Ce PDG ne manque pas de culot, quand il dit qu'il « *ne doit pas un centime à personne* ». Il ose même demander aux travailleurs de l'aider à faire tourner cette usine « *pour éviter que des familles ne sombrent encore dans la détresse* ». De qui se moque-t-il ? Ne recevant plus de

---

### USINES CLANDESTINES : AVEC LA COMPLICITÉ DES AUTORITÉS !

---

Le journal Soir-Info du 4 janvier relate une histoire d'une usine de plastique clandestine que les

douaniers auraient découverte à Koumassi dans le sous-quartier « *Soweto* ».

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

La photo dans le journal montre en effet une vraie usine et non un simple atelier. Depuis quand cette usine existe-t-elle ? Qui en est le propriétaire ? Rien de tout cela n'est dévoilé. Comment croire que ni la douane, ni le fisc, ni la mairie ne soient au courant de l'existence de cette usine qui emploie plusieurs dizaines d'ouvriers. Ceux-ci ont raconté qu'ils y sont littéralement enfermés tous les jours de 7h à 18h, 11 heures durant, pour un salaire de 2000 Fr par jour ! Quel air respirent-ils ? En cas d'accident ou d'incendie, quel serait leur sort ? Combien y a-t-il d'usines ou d'ateliers de ce genre à Abidjan et ses environs ?

Cela dit, il y a des entreprises qui ont pignon sur rue et rien de clandestin mais où la situation des travailleurs n'est guère meilleure. C'est

souvent le cas dans le secteur du bâtiment, entre autres. Qui pourrait, par exemple taxer la société Soroubat d'entreprise clandestine ? Cette société du BTP décroche de juteux contrats du gouvernement depuis plusieurs années et emploie des centaines de travailleurs. Bon nombre d'entre eux ne sont ni déclarés, ni payés selon le barème dans ce secteur. De plus, dès la première protestation des ouvriers, le patron les met à la porte et les jette même en prison pour rien, parce qu'il bénéficie de la complicité des autorités administratives et policières.

Alors, quelle différence entre ce patron de Soroubat dont la société existe officiellement et le propriétaire de cette usine clandestine de Koumassi, dans leur façon d'exploiter et de considérer les travailleurs ?

---

### TRAVAILLEURS DES USINES ET DU BÂTIMENT, MÊME COMBAT !

---

80 ouvriers de Dékel Oil d'Ayérouan ont été mis à la porte pour avoir revendiqué un contrat de travail en règle et une déclaration à la Cnps.

Dékel Oil est une entreprise d'extraction d'huile de palme, installée dans la région d'Aboisso. C'est une filiale du groupe israélien Rina Group.

Face aux revendications des travailleurs, cette entreprise n'a trouvé autre chose à faire qu'à jeter tout le monde à la porte et à sous-traiter avec des tâcherons sa main-d'œuvre,

comme cela est couramment pratiqué dans le secteur du bâtiment. Evidemment, les 80 ouvriers dont la tête ne plaisait pas à la direction ont été recalés par la nouvelle structure d'embauche.

Dans le bâtiment, il en va exactement de même. Le groupe tunisien Soroubat, qui est aussi dans les bonnes grâces des autorités publiques, se comporte de la même façon avec les travailleurs qu'il considère comme ses esclaves.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Pour lui, un ouvrier ça travaille et ça ferme sa gueule ! A la moindre revendication, c'est la porte ou la prison !

A écouter les autorités, ce capitaliste israélien de Rina Group serait là pour aider la Côte d'Ivoire à augmenter ses capacités de production d'huile de palme pour la hisser dans les premiers rangs mondiaux dans ce domaine. Cela ferait partie du plan Ouattara pour « *émergence 2020* ». Ce qui veut dire que cet exploitateur bénéficie d'un soutien très haut placé.

Le Directeur Général du travail du Sud-Comoé a refusé de donner son avis à la presse, concernant la revendication des travailleurs de Dékel

Oil. Il a prétexté que ce « *dossier est trop technique* » et qu'il n'aurait pas eu l'autorisation de sa hiérarchie pour en dire plus. Chacun sait que cette hiérarchie, plus elle est en haut, plus elle est proche des intérêts capitalistes, pour ne pas dire que tout est souvent mélangé à ce niveau !

Pour se défendre, les travailleurs ne peuvent compter ni sur l'inspection du travail, ni sur les directions syndicales dont la majorité est littéralement vendue au patronat, et encore moins sur les autorités qui sont clairement dans le camp des exploiters. Les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur capacité collective à s'opposer par la grève à l'exploitation qu'ils subissent.

---

### LES TRAVAILLEURS DE FRANZETTI EN LUTTE POUR L'APPLICATION DU BARÈME DU BTP

---

Les travailleurs de Franzetti, sur le chantier de Riviera Bonoumin, ont fait un débrayage le mercredi 13 janvier, pour obliger les commis-tacherons à répondre à leurs revendications.

C'est depuis le 5 janvier que les travailleurs ont saisi ces commis-tacherons avec leurs listes de revendications faites de 11 points dont : le respect du barème du bâtiment ; la déclaration à la CNPS ; la paie des heures supplémentaires et des différentes primes ou l'organisation de l'élection des délégués. Ils en ont

profité pour déposer une ampliation à l'inspection de travail d'Adjamé, à titre d'information.

Mais ces petits patrons, au lieu de répondre aux préoccupations des travailleurs, ont préféré procéder par des menaces. Les travailleurs ont patienté jusqu'à expiration de leur préavis de grève de 6 jours. Le mercredi matin 13 janvier, ils ont tout bloqué. Mais à la veille du débrayage, pour avertir le patron de leur mécontentement, ils ont attaché des bandeaux rouges sur leur bras, toute la journée du mardi.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---

Vu ce comportement étrange, les deux commis-tacherons ont réuni les travailleurs à l'heure de la descente. Pendant les échanges, les travailleurs ont exigé qu'une rencontre soit organisée et à laquelle sera présent leur syndicat. Les patrons ont refusé cette proposition et les deux parties se sont séparées en queue de poisson.

Alors, le 13 janvier, les travailleurs ont paralysé les deux sites de travail. Pour mieux se faire entendre de loin par les passants et les riverains, ils se sont munis d'un mégaphone. Devant l'ampleur de la mobilisation et la menace sérieuse de la grève totale, les patrons sont revenus sur leur refus de recevoir le syndicat. Ils ont donné leur accord mais en mettant le rendez-vous de la rencontre à plus d'une semaine. Les travailleurs ont refusé cette proposition et demandé que cela soit dans un délai de deux jours, le temps qu'ils informent la direction de leur syndicat. Vu la pression des travailleurs, ceci fut accepté.

Le vendredi 15 janvier, à 10 heures comme prévu, la rencontre eut lieu. Les tacherons, à leur tour, se sont fait assister d'un juriste. Les 11 points de revendications ont été tous abordés. Les patrons et leur conseil ont souhaité un report d'une semaine, pour donner une réponse définitive. Pour prétexte, ils ont dit que certains points des revendications étaient déjà confiés à leur cabinet comptable et que ce temps va leur permettre de prendre contact avec lui, afin de donner des réponses précises à la prochaine rencontre.

Après de vives altercations entre les travailleurs et le juriste qui croyait les berner si facilement, les travailleurs acceptèrent la proposition. Mais ils n'ont pas manqué de faire signifier au juriste du patron que leur seule arme c'est la grève et, qu'ils sont prêts à l'utiliser à tout moment si les patrons essayent de les tourner en bourrique.

---

### CITÉ ALLIANCE : APRÈS PLUSIEURS TENTATIVES, LES TRAVAILLEURS S'ORGANISENT

---

La Société d'Entreprise Générale (SEG) est la structure qui a en charge la construction de la cité « *Alliance* » sur la route d'Anyama en passant par Abobo N'dotré. Les travaux de cette cité de 8.000 logements ont commencé il y a un peu

plus d'un an. Mais ces travaux se déroulent dans des conditions très difficiles pour les travailleurs. Pour y accéder, les moyens de transport sont rares et la société refuse de mettre un car de transport à leur disposition.

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

A la descente le soir, les travailleurs sont obligés de faire de « *l'auto-stop* ». Pire encore, sur le chantier de ce grand projet, la direction de SEG n'a pas fait une installation dans les normes. Les travailleurs, pour faire leurs « *petits besoins* », sont obligés d'aller dans les broussailles, au risque de se faire mordre par les serpents. Même pour l'eau à boire, il n'y a qu'une seule fontaine située près de la direction du chantier, obligeant ainsi les travailleurs à faire des centaines de mètres pour y accéder. D'ailleurs, le nouveau directeur technique pense avoir trouvé la solution en interdisant aux travailleurs d'aller chercher de l'eau et d'aller aux toilettes pendant les heures de travail sous peine d'amende de 2 heures en moins ou, au pire des cas, se faire licencier.

En plus de ces mauvais traitements s'ajoute le bas salaire des manœuvres qui touchent en tout et pour tout 2500 F par jour. A titre de comparaison, certains ouvriers touchent 6000 F, d'autres 5000 F. Pour la paie de ces salaires de misère, les travailleurs attendent jusqu'au 20 du

mois pour la première quinzaine et, pour la deuxième, c'est souvent le 7 ou le 8 du mois. C'est d'ailleurs ces retards de salaire qui sont à la base de la dernière grève du 8 janvier dernier.

Ce jour-là, les travailleurs las d'attendre, ont bloqué le chantier ainsi que le personnel de la direction du chantier. Ils ont demandé à ces derniers d'appeler la grande direction au Plateau afin que la paie se fasse immédiatement. Ces petits commis ont commencé par amadouer les travailleurs, mais quand ils ont vu la colère et la détermination de ces derniers, ils ont vite fait d'appeler la direction. Les travailleurs ont eu leur salaire le même jour. C'est à la suite de ce mouvement qui s'est bien déroulé et qui a tant soit peu effrayé la direction, que les travailleurs ont trouvé la nécessité de s'organiser. Ils ont compris que, unis et mobilisés, ils sont une force qui fait changer les choses en leur faveur. Le lendemain du débrayage, a vu le jour une organisation faite de représentants des différentes corporations : manœuvre, maçon, ferrailleur, menuisier et même les tapeurs de briques.

IL Y A 30 ANS ÉCLATAIT LA « *GUERRE DE NOËL* »  
ENTRE LE MALI ET LE BURKINA FASO, POUR UN BOUT DE TERRITOIRE

L'ancienne puissance coloniale française, dans le but de diviser pour continuer à régner sur ces anciennes colonies après la décolonisation, a tracé des frontières arbitraires et aberrantes pour les futurs États africains indépendants. Des populations d'une même ethnie, vivant sur le même espace géographique, voire parfois dans le même village, furent scindées en plusieurs « *nationalités* ». Ce fut le premier cadeau empoisonné de l'impérialisme français à ses anciennes colonies d'Afrique.

Peu de temps après les indépendances, des conflits éclatent entre les États voisins pour se disputer la « *propriété* » sur tel ou tel territoire dont le tracé ne leur convenait pas. Ce fut le cas, entre autres, entre le Sénégal et la Mauritanie, le Niger et l'ex-Haute Volta, le Mali et la Guinée ainsi qu'entre le Mali et la Haute Volta, etc. Il y a eu parfois des morts par centaines, parfois cela s'est réglé devant un tribunal international. Plus d'un demi-siècle après les indépendances, des conflits demeurent encore non résolus et risquent à tout moment de servir de prétexte aux dirigeants des États africains pour entraîner les populations dans une guerre fratricide.

La guerre qui éclate le 25 décembre 1985 entre l'État malien du dictateur Moussa Traoré et le Burkina Faso de Thomas Sankara, à propos de la « *bande d'Agacher* » (une fine langue de terre d'une trentaine de kilomètres de long, à cheval entre les

deux pays), est une illustration sanglante de cet héritage colonial. Ce jour-là, l'armée malienne lance une offensive à l'intérieur du territoire burkinabè. Plusieurs dizaines de chars maliens (150 chars selon certains), accompagnés par des avions Mig 21 bombardent des villes comme Djibo et Ouahigouya. L'objectif de Moussa Traoré est de prendre en tenaille la seconde ville du pays, Bobo-Dioulasso.

Les affrontements entre les deux armées sont meurtriers : 141 morts et près de 300 blessés du côté burkinabé contre 38 morts et 17 blessés du côté malien. Des prisonniers de guerre sont sommairement exécutés. Le bombardement aérien du marché de la ville Ouahigouya par l'armée malienne est particulièrement sanglant. Les combats durent cinq jours avant qu'un accord de cessez-le-feu soit trouvé le 30 décembre sous l'égide du président ivoirien Houphouët Boigny.

Cette « *guerre de Noël* » de 1985 n'est que la suite de celle de décembre 1974 qui s'est aussi soldée par quelques morts. Thomas Sankara n'était alors qu'un simple lieutenant dans l'armée du général Sangoulé Lamizana. Il se trouvait à la tête d'un commando qui prit le village de Douma en tuant deux soldats maliens. C'est un fait d'arme dont il était fier et qu'il utilisera plus tard pour servir de propagande lors de sa prise de pouvoir par un coup d'État en Août 1983.

Au Mali comme au Burkina Faso, les populations ont durement souffert de cette guerre. Lors de la première guerre de 1974, à Ouagadougou la population est mobilisée autour de « *centres de mobilisation* ». Un douzième du salaire des fonctionnaires est retenu pendant 12 mois. A Bamako, le salaire des fonctionnaires n'est pas perçu pendant plusieurs mois. Le gouvernement malien a prélevé plus d'un milliard de francs Cfa auprès des ressortissants maliens vivant en Côte d'Ivoire.

Neuf années plus tard, en 1985, Thomas Sankara et Moussa Traoré sont confrontés à une crise politique et une contestation populaire. A Ouagadougou, deux ans après l'arrivée de Sankara au pouvoir, les CDR (Comité de défense de la révolution), sont devenus impopulaires. Les syndicalistes sont emprisonnés sous prétexte de mener une activité subversive. Il faut rappeler que dès 1983 Thomas Sankara a déjà licencié 2500 enseignants pour fait de grève. Toute opposition est bâillonnée tandis que la population vit sous la crainte des CDR omniprésents dans les quartiers populaires.

A Bamako, la population vit sous la terreur du régime militaire de Moussa Traoré et sous le règne du parti unique. Les caisses de l'Etat sont

dilapidées par les tenants de la dictature et l'Etat ne peut plus payer les fonctionnaires. Le mot d'ordre de la grève générale est lancé. C'est le moment que Moussa Traoré a choisi pour lancer l'offensive militaire contre le Burkina Faso afin de reconquérir la « *bande d'Agacher* ». Le dictateur malien déverse un flot de propagande nationaliste dans les ondes et dans la presse écrites pour détourner la contestation sociale.

De son côté Thomas Sankara se réjouit aussi de trouver-là une occasion d'étouffer la contestation en mobilisant les gens sur la guerre. Chacun a trouvé dans la propagande nationaliste un moyen de détourner la colère populaire vers une impasse.

Trente années après, ce conflit armé entre les deux pays fait partie du passé, mais rien ne dit que nos dirigeants n'utiliseront pas d'autres prétextes pour détourner la colère populaire vers de nouvelles impasses. Les exploiters et les oppresseurs des peuples trouvent toujours des moyens de tromper les populations pour continuer à exploiter ou s'accrocher au pouvoir et aux privilèges liés à ce pouvoir. Il est important que les travailleurs s'organisent et prennent conscience de leurs intérêts collectifs, par-delà les frontières et par-delà les barrières ethniques

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.